

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

**NEUVIÈME ANNÉE N°1077 DU 18 AOÛT 2014**

1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BONNES VACANCES**

**2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE**

**SUIVEZ NOUS SUR :**



**QUAND UNE POLITIQUE**

**NE DONNE PAS**

**DE RÉSULTATS**

**IL FAUT LA CHANGER**

Convention pour une Guadeloupe nouvelle

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 8

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 13

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 15

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 17

Nombre de pages :18

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila;**  
**wesleyAminata.**

**Jusqu'à la fin du mois d'août, La NATION paraîtra trois fois par semaine, le lundi, le mercredi et le vendredi .**

## **A**FFAIRES NATIONALES

### **POLITIQUE**

#### **POUR LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE LE PREMIER MINISTRE FRANÇAIS NOUS MÈNE À LA CATASTROPHE**

Dimanche, M. Valls a enfoncé le clou en avertissant qu'il était "hors de question" de changer de politique. De son côté, le ministre des Finances, Michel Sapin, avait affirmé jeudi qu'il tiendrait "sans faiblesse" sa promesse de réaliser les 50 milliards d'euros d'économies "pour financer les mesures en faveur des entreprises" notamment prévues par le pacte. **Pour les dirigeants de LA CONVENTION , cette position est une erreur pour la Guadeloupe . Il faut savoir changer ou réajuster une politique économique et sociale quand elle ne fonctionne pas . La croissance est nulle en Guadeloupe , le chômage est très élevé , la balance commerciale est déficitaire car nous sommes obligé d'importer pour satisfaire nos besoins internes et la pauvreté de tous les groupes sociaux ne cesse de croître . Le changement s'impose .**

#### **LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS SE DÉGRADE**

Au fil de réformes et de décisions budgétaires organisant la réduction des dépenses publiques, les pensionnés voient leur pouvoir d'achat se contracter. Les plus modestes peinent à assurer les dépenses incompressibles du

quotidien. Certains sont contraints de retravailler. Quant-à ceux qui bénéficient d'un niveau de retraite a priori plus confortable, ils doivent eux aussi se serrer la ceinture et parfois sévèrement. Le niveau de vie des retraités s'est-il amélioré ? À l'évidence si on le compare à celui des seniors du début du XXe siècle ou pire à ce qui se passait dans les siècles précédents pour les vieux travailleurs, menacés d'indigence. Il faudra attendre le modèle actuel de protection sociale acté par les ordonnances de 1944 et 1945 pour que se mette progressivement en place le système de retraite par répartition établi sur le concept de solidarité entre les générations. Objectif : garantir aux seniors un revenu de remplacement à leur salaire pour qu'ils vivent dignement. Actuellement toutefois, la tendance s'inverse. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) relève dans son rapport 2014 que « les pensions nettes ont diminué de 0,1% en moyenne annuelle entre 2006 et 2011 pour les personnes déjà retraitées ». Sur dix ans, de 2001 à 2011, cette baisse des pensions varie de 0,13% à 0,29% pour les retraités du secteur privé, qu'ils soient cadres ou non cadres, qu'ils soient ou non assujettis à la CSG (6,6% depuis 2005 contre 6,2% en 2004) ou exonérés. Par ailleurs, une pauvreté plus profonde tend à se développer chez les retraités. Et cela pourrait être plus visible encore... « Le relèvement du barème du minimum vieillesse pour les personnes seules a pu contribuer à la baisse du taux de pauvreté des retraités observée globalement en 2011 », indique ainsi le COR. Ce minimum, devenu ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) en 2006 est d'un montant de 792 euros/mois pour une personne seule (de plus de 65 ans) depuis sa revalorisation de 0,6% en avril dernier.

## L' ENVIRONNEMENT DE L' ÉCONOMIE DES ANTILLES GUYANE CONTINUE DE SE DÉGRADER

L'agence de notation Moody's Investors Service a revu une nouvelle fois à la baisse sa prévision de croissance pour la France lundi, après la toute dernière modification des objectifs gouvernementaux. L'agence, qui avait abaissé à 0,6% sa prévision de croissance du produit intérieur brut pour 2014 pas plus tard que lundi dernier, l'a de nouveau modifiée une semaine plus tard en la ramenant à 0,5%. Pour 2015, Moody's n'attend plus qu'une progression de 0,9%, contre 1,3% auparavant. Dans une tribune publiée jeudi par le Monde, le ministre des Finances Michel Sapin a annoncé qu'il révisait sa prévision de croissance à 0,5% pour cette année, contre 1% auparavant, après la publication par l'Insee d'une croissance zéro au deuxième trimestre. Confronté de plus à une inflation plus faible que prévu, le ministre a prévenu que le déficit public dépasserait 4% du PIB cette année, au lieu des 3,8% espérés. "Ces difficultés dans la mise en place du programme fiscal pluriannuel du gouvernement et la probabilité croissante qu'il ne soit pas respecté constituent un signe négatif pour la dette française", écrit l'agence dans sa note hebdomadaire. "Le déficit public et les révisions [des prévisions] illustrent les défis persistants auxquels la zone euro fait face et constituent un nouveau test pour l'union monétaire et pour la volonté politique d'imposer une discipline fiscale dans un contexte économique difficile", ajoute l'agence. Moody's met en avant la faible croissance de la demande française au deuxième trimestre (0,2%), mais estime surtout que la contraction de 1,1% des dépenses d'investissement est "particulièrement négative pour le potentiel de croissance futur du pays". Tout en reconnaissant les "initiatives" politiques du gouvernement, l'agence juge que "des rigidités anciennes sur les marchés (particulièrement les barrières à l'entrée dans de nombreux secteurs des services, comme les services juridiques) ainsi que des réglementations coûteuses pour les entreprises ont aussi tiré vers le bas les prévisions de croissance du pays". Moody's affirme aussi que la décision du gouvernement de ne pas prendre de nouvelles mesures pour respecter la règle européenne des 3% de déficit va mettre en cause de façon "significative" les mécanismes de surveillance budgétaires européens et la gouvernance européenne.

## **BAISSE SURPRISE DES TAUX DANS L'IMMOBILIER EN FRANCE**

2,70% en moyenne ! Jamais depuis la seconde guerre mondiale, les Français souhaitant acheter un bien immobilier n'avait bénéficié de taux aussi bas. Cette nouvelle baisse peut-elle influencer sur un marché touché par la crise ? Bien sûr. D'autant que personne n'avait anticipé cette baisse. Il y a encore huit mois, tout le monde tablait sur une légère remontée des taux au premier semestre, suivie d'une hausse plus franche au deuxième semestre. Cette situation très favorable aux emprunteurs a donné du pouvoir d'achat supplémentaire aux Français projetant d'acheter un bien immobilier. Rappelons qu'une baisse de 1% de baisse des taux permet d'emprunter 8% de plus pour une mensualité de remboursement équivalente. Et évidemment cela a eu un effet sur les prix. La tendance à la baisse a été contrebalancée par cette remontée du pouvoir d'achat immobilier des acquéreurs. Pour autant, si les banques proposent des crédits à des taux jamais vus, elles continuent à refuser des prêts à beaucoup de Français... Oui. On peut dire qu'aujourd'hui les banques ne prêtent qu'aux riches. Elles ont fermé le robinet du crédit depuis que Bale 3 les oblige à renforcer leurs fonds propres et donc à prendre moins de risques. Par ailleurs la montée en puissance du chômage et plus largement la dégradation de la conjoncture économique les incitent à se montrer hyper prudentes. Pour obtenir un prêt il faut disposer d'un apport de 10%. Et encore si l'un des deux conjoints du ménage n'a pas de CDI, la banque va exiger 20%. Quand le marché était au plus haut, on pouvait se contenter d'un apport de 5% et même de 0% pour les bons dossiers. Cette prudence a du bon. Elle évite à notre système bancaire de se retrouver dans la situation qu'ont connu les banques américaines ou espagnoles. Mais elle a des conséquences importantes sur l'évolution du marché immobilier. Les ménages les moins aisés achetaient les biens les moins attractifs : des appartements situés dans les quartiers périphériques de villes considérées comme compliquées, des rez-de-chaussés, des logements en zone rurale etc... Sur ce marché là, les prix sont en forte baisse.

## **EN FRANCE DANS LE PRIVÉ LE SALAIRE MENSUEL DE BASE AUGMENTE PLUS VITE QUE L'INFLATION**

L'indice du salaire mensuel de base (SMB) dans le secteur privé a augmenté de 0,4% au 2<sup>e</sup> trimestre, alors que les prix à la consommation ont eux baissé de 0,1%, selon des données provisoires publiées jeudi 14 août par le ministère du Travail. Sur un an, dans les entreprises de 10 salariés ou plus (hors agriculture et emplois publics), le SMB a augmenté de 1,4%. L'évolution de l'indice du salaire mensuel de base reflète la variation moyenne des salaires bruts dans les entreprises de 10 salariés ou plus (hors agriculture et emplois publics). Il n'intègre pas en revanche primes, gratifications et rémunérations des heures supplémentaires. Le SMB diffère du salaire mensuel par tête (SMPT) réellement perçu, qui tient compte des heures travaillées et des primes éventuelles. Ces évolutions doivent être mises en regard de l'inflation, précise la Dares, le service des statistiques du ministère: au cours du 2<sup>e</sup> trimestre, les prix à la consommation (hors tabac) ont baissé de 0,1%. Entre juin 2013 et juin 2014, l'inflation reste en légère hausse (+0,3%). De son côté, l'indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a progressé de 0,3% sur trois mois et de 1,4% sur un an. La durée hebdomadaire collective moyenne du travail des salariés à temps complet est restée stable à 35,6 heures à la fin du mois de juin.

## **SANTÉ**

### **EXCÈS DE SEL : 1,6 MILLIONS DE DÉCÈS PAR AN DANS LE MONDE**

Selon une récente étude américaine, la consommation excessive de sel serait à l'origine de près de 1,6 million de décès chaque année à travers le monde. Les études le montrent : trop saler ses plats est néfaste pour la santé, notamment d'un point de vue cardiovasculaire. Selon une étude publiée le 14 août dans le New England Journal of Medicine (NEJM), l'excès de chlorure de sodium serait responsable d'environ 1,6 million de décès par an. Une personne consomme chaque jour en moyenne 3,95 grammes de sel. Une importante consommation de sel entraîne une hausse de la tension artérielle et un risque accru d'accident vasculaire cérébral (AVC) et de maladie cardiovasculaire, indique le Dr Dariush

Mozaffarian, président de la faculté de sciences de la nutrition à l'Université Tufts (États-Unis) et principal auteur de l'étude. Après avoir examiné plus de 205 études sur le sujet, l'équipe de chercheurs a constaté que la consommation quotidienne de sel dans le monde était de 3,95 grammes, en moyenne, par personne en 2010 (2,18 grammes en Afrique subsaharienne, 5,51 grammes en Asie centrale). Notons que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande seulement deux grammes par jour. Les travaux révèlent que près de 58 000 décès en rapport avec un problème cardiovasculaire survenant chaque année aux États-Unis pourraient être liés au fait d'ingérer plus de deux grammes de sel au quotidien. « Les résultats de cette étude montrent la nécessité d'engager des politiques vigoureuses pour réduire la consommation de sel alimentaire aux États-Unis et dans l'ensemble du monde », conclut le Dr Mozaffarian. Les chercheurs indiquent que leurs chiffres sont à prendre avec précaution : la consommation mondiale de sel dans le monde pourrait être sous-estimée puisque certains pays ne disposent pas de données suffisantes sur le sujet. « Étant donné les nombreuses hypothèses utilisées par les auteurs pour compenser le manque de statistiques de bonne qualité, on se doit d'être prudents », explique le Dr Suzanne Oparil, de l'Université de l'Alabama, dans un éditorial publié en complément de l'étude.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

## **AFFAIRES MONDIALES**

**SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES**

**ENCORE 500 JOURS AVANT LA FIN DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE**

Le 18 août 2014, à l'occasion des 500 jours avant l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le développement, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi à l'action pour construire un monde meilleur. Adoptés par les dirigeants du monde en l'an 2000, ces objectifs sont une feuille de route s'étalant sur 15 ans et visant à combattre la pauvreté, la faim et la maladie, à protéger l'environnement et à améliorer l'éducation, la santé de base et l'autonomisation des femmes. « Lentement mais sûrement, démentant les prévisions des cyniques, les Objectifs du Millénaire



pour le développement ont suscité l'union, l'inspiration et le changement », a souligné M. Ban dans un message délivré à cette occasion. « La pauvreté dans le monde a diminué de moitié. Davantage de filles sont scolarisées. Davantage de familles ont un meilleur accès à de meilleures sources d'eau. Davantage de mères survivent à la naissance de leurs enfants et davantage d'enfants vivent une vie plus saine. Nous faisons d'énormes progrès dans la lutte contre la malaria, la tuberculose et d'autres maladies mortelles », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général a déclaré avoir rencontré de nombreuses personnes qui devaient leur survie à cette campagne. « Pourtant, il en reste des millions qui continuent de lutter contre l'extrême pauvreté et l'inégalité. Trop de communautés manquent d'équipements d'hygiène adéquats. Trop de familles sont encore laissées de côté. Notre monde est en proie au danger manifeste et présent que représentent les changements climatiques. Le moment est venu de fournir l'effort final », a-t-il déclaré. Selon lui, les idées et les inspirations des jeunes seront particulièrement cruciales dans cette entreprise, et leur rôle doit croître encore. C'est pourquoi il a commémoré lundi les 500 jours avant l'échéance des Objectifs du Millénaire au siège de l'ONU en présence de Malala Yousafzai, militante de l'éducation, et de 500 jeunes. D'après le Secrétaire général, le progrès peut être stimulé par une action dans quatre domaines : Premièrement, faire des investissements stratégiques dans la santé, l'éducation, l'énergie et l'hygiène, avec une attention particulière à l'autonomisation des femmes et des filles, qui renforce les résultats dans tous les domaines; Deuxièmement, accorder une attention particulière aux pays, aux communautés et aux groupes sociaux les plus pauvres et les plus vulnérables, qui ont le chemin le plus dur à parcourir malgré tous leurs efforts; Troisièmement, tenir les engagements financiers. « Nous vivons une période budgétaire difficile mais un budget ne devrait jamais être assaini au détriment des personnes les plus pauvres de la société », a-t-il déclaré. Quatrièmement, approfondir la coopération entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les autres réseaux qui dans le monde entier ont contribué à faire des objectifs du Millénaire pour le développement l'entreprise de lutte contre la pauvreté la plus concluante de l'histoire. « Le défi est de taille mais nous sommes bien mieux équipés qu'en l'an 2000, grâce aux avancées technologiques mais aussi parce que nous comprenons de mieux en mieux ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas », a dit M. Ban. « En agissant maintenant, nous sauverons des vies, nous

construirons les bases solides d'un développement durable bien au-delà de 2015 et nous créerons les conditions d'une paix durable et d'une dignité humaine. »

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES**

### **LE CANAL DE PANAMA A FÊTÉ SON CENTENAIRE**

La République du Panama a célébré vendredi le centenaire du canal dont la construction a été initiée par les Français et terminée par les Américains. Il s'agit de l'événement le plus important de son histoire, après son indépendance acquise par cette ancienne province de la Colombie le 3 novembre 1903. Pour l'occasion tout le pays a célébré ce qui fait sa fierté et sa richesse : son canal qui, avec celui de Suez, en Egypte (1859- 1869) a modifié le commerce mondial. Pour cette occasion de nombreuses manifestations sont organisées dans la capitale, Panama City. Concerts, ateliers de peintures dédiés au Canal sont organisés pour sensibiliser et rappeler aux Panaméens l'importance cruciale de ce chef d'œuvre technique. Une soirée de Gala sera même diffusée à la télévision. L'occasion de rappeler aux Panaméens, l'histoire de la construction du Canal, la lutte pour sa rétrocession et son élargissement. Et tant pis si les travaux de doublement de sa capacité, commencés en 2007 ont pris trop de retard pour être inaugurés à l'occasion de cet anniversaire. L'histoire du Canal débute en 1882 avec le lancement du projet fou, pour l'époque, de la réalisation d'un Canal qui ferait la jonction entre l'océan Atlantique et Pacifique, un gain de temps considérable pour les navigateurs. Et une monétisation du trafic assuré. C'est l'ingénieur français Ferdinand de Lesseps, rejoint plus tard par Gustave Eiffel, qui ont marqué la première phase du projet. Mais la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama n'ira jamais au bout du projet .

### **SELON LE FMI LA JAMAÏQUE EST SUR LE BON CHEMIN**

Le Co-président du Comité économique du programme de surveillance (EPOC), Richard Byles, a déclaré que la Jamaïque a dépassé tous les objectifs essentiels dans le cadre du mécanisme élargi de crédit avec le Fonds monétaire international (FMI), à la fin du premier trimestre de l'exercice en cours. Byles, qui s'adressait à la presse a rapporté des performances dans le solde primaire et

les réserves (NIR) du pays. Le solde primaire pour le trimestre qui a pris fin Juin 2014 était de 18,5 milliards de dollars, \$ 3,000,000,000 mieux que le cible de 15,5 milliards de dollars, tandis que le NIR s'élevait à 1,37 milliards de dollars. Les recettes fiscales pour le trimestre se terminant Juin 2014 ont également dépassé la cible soit 1,5 milliard de dollars de plus que l'objectif de 80,0 milliards de dollars. Cela s'explique par l'amélioration des performances de l'impôt payé ainsi que la taxe sur les intérêts et taxe spéciale de consommation (TSC). "Donc, dans l'ensemble un bon trimestre en ce qui concerne les objectifs du FMI", a noté Byles. Il a ajouté que, à la fin de Juillet, de nouvelles améliorations ont été observées dans le RNI. Il a expliqué que cela met la Banque de Jamaïque (BoJ) dans une position de sécurité contre tout effet indésirable national ou international. Le coprésident EPOC a également indiqué que, à la fin du trimestre, le gouvernement a dépensé \$ 6,3 milliards de moins que prévu sur les salaires, les programmes et les projets d'immobilisations. Il y a aussi une amélioration notable du déficit budgétaire du pays, qui, à la fin du trimestre s'élevait à 14,2 milliards de dollars. Ce résultat a été de 2,8 milliards de plus que le déficit prévu de 17 milliards. Byles également déclaré aux journalistes que l'EPOC est heureux avec les dernières données de l'Institut statistique de la Jamaïque (STATIN), qui donne 0,1 pour cent d'inflation pour Juin 2014 et une nette augmentation de l'emploi. "C'est tout à fait fondamental, car en dernière analyse, ce que nous essayons vraiment de faire dans cette gestion économique est de fournir des emplois, de sorte que les gens et les familles peuvent vivre et améliorer leur vie", at-il dit. Byles a ajouté que c'est une indication que les améliorations dans les statistiques économiques, telles que le solde primaire, les revenus et le NIR traduisent une croissance de l'emploi et une réduction supplémentaire du chômage. Les résultats positifs que nous voyons vont dans le même sens, et ce sens est une économie qui tourne, devenant plus efficace, produisant une certaine croissance et nous en sommes très heureux», at-il ajouté.

## **QUE SE PASSE T IL AU VENEZUELA ?**

L'impossibilité, pour les Vénézuéliens, de trouver nombre de produits de première nécessité cache une autre réalité : la situation désastreuse de nombreuses entreprises publiques, paralysées par une faible productivité et leur manque de finances. Principal groupe public du Venezuela, la compagnie pétrolière PDVSA en est le

parfait exemple avec une productivité par employé divisée par trois en 15 ans . En 1999, elle comptait près de 51.000 employés, avec une production de 63 barils par salarié et par jour. Aujourd'hui, elle emploie 140.000 personnes... mais chacune d'entre elles ne produit plus que 20 barils par jour. Et même si elle s'appuie sur les plus importantes réserves de pétrole au monde, elle accumulait en 2013 une dette de 16 milliards d'euros envers ses fournisseurs. Quant à l'aciérie Sidor, la plus grande d'Amérique latine, six ans après avoir été expropriée au groupe argentin Techint , sa production ne représente plus qu'un tiers de ce qu'elle était alors, selon José Luis Hernandez, président du Syndicat des travailleurs de l'industrie sidérurgique (Sutiss). Nous avons perdu des ressources à cause de la bureaucratie et de la corruption, affirme-t-il. En 2008 (le gouvernement) avait approuvé plus d'1,2 milliard de dollars pour redresser Sidor, et cinq ans plus tard on n'avait reçu que 20% de cette somme, dit-il. Difficile pour l'entreprise d'envisager l'avenir alors qu'elle ne peut pas élever sa production, en raison notamment du manque d'investissements, de matières premières et de pièces de rechange pour les machines ou encore de la détérioration des relations avec les fournisseurs - à qui nous devons 920 millions de dollars. Car, à cause d'un strict contrôle des changes instauré en 2003, les entreprises doivent demander au gouvernement les dollars nécessaires pour financer leurs importations de biens ou de pièces indispensables à la production... souvent sans succès. Au quotidien, cela se traduit par une terrible pénurie pour les Vénézuéliens : du déodorant aux cercueils en passant par les bouchons de bouteille en plastique, la farine ou les médicaments, un produit de première nécessité sur quatre est introuvable, dans un contexte de crise économique inquiétante avec une inflation annuelle de 60%. Les nationalisations d'entreprises ont encore aggravé ce phénomène. Entre 2002 et juin 2014, l'Etat vénézuélien a exproprié 1.288 entreprises, selon le décompte établi par Conindustria, l'association des entreprises du pays. Sur 30 millions d'habitants, le pays compte aujourd'hui 2,6 millions d'employés publics, pour 5,4 millions dans le privé. Au départ, ces expropriations sont plutôt un geste louable, destiné au bénéfice de la collectivité, tout comme les généreuses subventions sur les prix de nombreux produits . Mais elles ont eu un impact dramatique sur la productivité et la capacité d'approvisionnement de ces sociétés. Les politiques du gouvernement central, ces 15 dernières années, ont été orientées vers le Socialisme du 21e siècle. Parmi ses lignes directrices, Il y a le rejet de la propriété privée et la

mise en place d'une planification centrale ayant le contrôle de l'économie.

## IRAN

### LE PROGRAMME DES MISSILES N' EST PAS NÉGOCIABLE

Le programme de missiles de l'Iran n'est pas négociable et il ne fera pas l'objet de discussions lors des négociations entre Téhéran et les puissances mondiales, a déclaré dimanche le président iranien Hassan Rohani. La capacité de missiles de l'Iran n'est en aucune manière négociable à quelque niveau que ce soit, a affirmé M. Rohani, cité par l'agence de presse officielle IRNA, lors de sa rencontre avec le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Yukiya Amano, en visite en Iran. "L'Iran est sérieux dans ses négociations nucléaires avec les puissances mondiales et avec l'AIEA, et il ne désire rien au-delà de son droit d'enrichir de l'uranium à des buts pacifiques", a souligné le président Rohani. Pour être transparent dans son programme nucléaire, l'Iran a accordé des moyens à l'AIEA d'observer ses activités nucléaires "pacifiques", a poursuivi le président iranien et d'ajouter : "l'Iran n'accepte que les observations légales du gardien nucléaire de l'ONU dans le cadre de la directive du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)". M. Amano est arrivé en Iran samedi soir pour se pencher avec les responsables iraniens sur la poursuite de la coopération entre Téhéran et l'AIEA dans "le cadre de coopération" signé auparavant. La visite du chef de l'AIEA intervient avant la date butoir du 25 août, date à laquelle l'Iran devra fournir à l'institution onusienne une nouvelle série d'informations sur son programme nucléaire.

### RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA

## MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

### ASIE

La Bourse de Tokyo a terminé la journée de lundi à l'équilibre, après avoir gagné plus de 3% la semaine passée, en l'absence

d'événements notables et sur fond de relative stabilité des principales devises face au yen. A la fin des échanges, le Nikkei des 225 valeurs vedettes s'est adjugé 0,03% (+4,26 points) à 15'322,60 points, une hausse certes limitée mais la sixième d'affilée. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a pris quant à lui 0,05% (+0,58 point) à 1271,26 points. La séance a encore été extrêmement peu active, avec seulement 1,55 milliard de titres échangés sur le premier marché, au sortir d'un week-end prolongé pour nombre de Japonais à l'occasion d'une fête locale, Obon. Dans ce marché atone, les valeurs du Nikkei 225 se sont partagées entre hausse et baisse: 121 ont reculé, 12 ont stagné et 92 ont augmenté.

## ÉTATS UNIS

Selon des résultats définitifs, le Dow Jones s'est apprécié de 175,83 points à 16.838,74 points et le Nasdaq de 43,39 points à 4.508,31 points, son plus haut niveau depuis mars 2000. L'indice élargi S&P 500 s'est adjugé 0,85%, ou 16,68 points, à 1.971,74 points.

## EUROPE

Les Bourses européennes ont fini en hausse lundi alors que le ministère russe des Affaires étrangères a fait état de "progrès" lors d'une réunion avec des responsables ukrainiens à Berlin et qu'en Irak les forces kurdes et irakiennes ont repris le barrage de Mossoul aux combattants djihadistes d'Etat islamique. Les tensions restent cependant vives en Ukraine, où des tirs de missile ont eu lieu sur un convoi d'autocars transportant des réfugiés près de Louhansk dans l'est du Pays. L'indice CAC 40, dont toutes les composantes ont fini en hausse, a gagné 1,35% à 4.230,65 points. L'indice des valeurs vedettes de la Bourse de Paris avait perdu 0,74% vendredi. La Bourse de Londres a progressé de 0,78%, celle de Francfort de 1,68%, Milan de 0,82% et Madrid de 1,28%. L'indice Euro Stoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro et avait cédé 0,8% vendredi, avance de 1,41% en clôture provisoire.

## CHANGE

L'euro baissait face au dollar lundi, dans un marché prudent du fait de tensions persistantes autour de la situation en Ukraine, et sans

grand volume en l'absence de nombreux cambistes pour les congés d'été en Europe. Vers 16H00 GMT , la monnaie unique européenne valait 1,3356 dollar, contre 1,3397 dollar vendredi vers 21H00 GMT. L'euro repartait en légère baisse face à la monnaie nippone, à 136,99 yens contre 137,11 yens vendredi. Le dollar montait légèrement face à la devise japonaise, à 102,57 yens contre 102,34 yens vendredi. Vers 16H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro, à 79,88 pence pour un euro, comme face au billet vert, à 1,6720 dollar pour une livre. La devise suisse baissait face à la monnaie unique européenne, à 1,2111 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9067 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a terminé à 6,1437 yuans pour un dollar, son niveau de clôture le plus fort depuis le 13 mars, contre 6,1472 yuans (son précédent record) vendredi. L'once d'or a terminé à 1.296,75 dollars au fixing du soir, contre 1.296 dollars vendredi.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

# MANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## SUPPRESSION DE L'EXPRESSION EN BON PÈRE DE FAMILLE DANS LE DROIT FRANÇAIS

Parce que les mots ont leur importance, la loi du 4 août 2014 consacre « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » en supprimant l'expression « en bon père de famille ». La loi n° 2014-873 du 4 août 2014, publiée au journal officiel du 5 août 2014, tend à consacrer « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ». Cette « égalité réelle » se manifeste notamment par la suppression de l'expression « en bon père de famille » que l'on retrouvait dans les codes civil, de la consommation, rural, de la pêche maritime, de l'urbanisme et enfin dans celui de la construction et de l'habitation. L'expression « en bon père de famille », directement issue de la locution latine *bonus pater familias*, a été consacrée par le Code civil de 1804 et attribuée à l'homme, père de famille, la qualité d'être bon gestionnaire. La notion de bon père de famille était un standard juridique prenant comme critérium un individu abstrait considéré comme la norme comportementale en fonction de laquelle se mesure le comportement d'une personne donnée pour déterminer l'existence ou la mesure d'une éventuelle faute. Cette

notion renvoyait communément à la conduite d'une personne prudente, attentive, raisonnable, soucieuse des biens ou intérêts qui lui sont confiés comme s'il s'agissait des siens. Or, les écologistes à l'origine de cette évolution législative y voyait une "pure discrimination, stéréotype de genre" fondé sur le sexe et discriminatoire pour les femmes. Pour ma part, être bon père de famille ou bonne mère de famille consiste avant tout à nouer un lien affectif et éducatif avec ses enfants, totalement distinct de la capacité à gérer un patrimoine. Cette expression renvoyait ainsi à une conception patriarcale de la famille qui ne correspond plus à rien et se trouvait donc désuète. Déjà en 1982, la loi n°82-526 du 22 juin 1982 sur les droits et les devoirs des bailleurs et locataires a substitué à l'obligation « de jouir des locaux en bon père de famille » celle d'en jouir « paisiblement ». Dorénavant, l'expression « en bon père de famille » est remplacée par un adverbe plus neutre, qui ne véhicule plus aucun stéréotype fondé sur le sexe, à savoir « raisonnable » ou « raisonnablement ». La modernisation du droit et du vocabulaire juridique a donc conduit le législateur à modifier les articles suivants :

**- dans le code civil :**

à l'article 601, au 1° de l'article 1728, à l'article 1729 et au premier alinéa de l'article 1766, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement » ;

à la fin de l'article 627, les mots : « en bons père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement » ;

à la fin du premier alinéa des articles 1137 et 1374, à l'article 1806 et à la fin de la seconde phrase du premier alinéa de l'article 1962, les mots : « d'un bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnables » ;

à la première phrase de l'article 1880, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement ».

**- dans le code de la consommation :**

à la fin du premier alinéa de l'article L. 314-8, les mots : « d'un bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnables ».

**- dans le code rural et de la pêche maritime :**

Au premier alinéa de l'article L. 462-12, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement ».

**- dans le code de l'urbanisme :**

à la fin du premier alinéa de l'article L. 221-2, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement ».

**- dans le code de la construction et de l'habitation :**

à la fin de la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 641-



4, les mots : « en bon père de famille » sont remplacés par le mot : « raisonnablement ».

Cette évolution sémantique démontre à merveille le mouvement permanent du droit et de la loi dans un sens positif afin d'abolir toute discrimination.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER

# T TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est différent.

### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers augmente de 0,69 % sur un an. Au quatrième trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 124,83. Sur un an, il augmente de 0,69 %.

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

### INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

### POPULATION

POPULATION 2011: 404 635 habitants

### OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

## **PRIX**

JUIN 2014 : - 0,1 % % sur un mois ; stable sur un an.

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C E) en juin 2014:73 090 ( -1,1% sur un mois et 3,1 % sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en mai 2014 : 750 ( - 13,8 % sur trois mois ).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

# **LA NATION POUR VOUS INFORMER**